

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les défis et priorités de la politique étrangère de la France, à Paris le 21 janvier 2016.

Mesdames et messieurs les ministres,
Madame la Secrétaire générale,
Mesdames, messieurs les Ambassadeurs,
Monsieur LE NONCE,

Je vous remercie pour les mots que vous avez adressés à l'occasion de la nouvelle année à la France et à ceux qui la représentent.

Il est vrai que l'année dernière, la France a connu sur son sol la pire des épreuves, le terrorisme, mais elle a aussi accueilli une Conférence qui fera date dans l'histoire, puisqu'elle a décidé de l'avenir de la planète.

Il y a toujours des paradoxes et des contradictions. Le pire et le meilleur se côtoient.

Après les attentats qui ont frappé Paris, le monde entier et vous le représentez ici, s'est levé dans un élan exceptionnel de solidarité. En janvier, comme en novembre, de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement sont venus à Paris et ont tenu par leur participation à un défilé, c'était le 11 janvier, à une conférence, c'était le 30 novembre, à montrer la relation qu'ils voulaient une fois encore entretenir avec la France.

Je veux exprimer ici ma gratitude à l'égard de vos pays, pour les nombreux gestes qui nous ont été adressés. Ils sont allés droit au cur des Français et ont été une forme de réponse, la meilleure possible, face aux instincts de mort des terroristes.

En décembre dernier l'espoir était donc au rendez-vous, puisqu'il y a eu cette adoption, de l'accord mondial sur le climat. La communauté internationale a montré qu'elle était capable d'assumer son destin et de prendre des engagements sérieux, crédibles pour les générations futures. Je tiens à saluer le travail remarquable que Laurent FABIUS a conduit pour parvenir à ce résultat.

En ce début d'année 2016, les menaces qui pèsent sur le monde sont lourdes. Le fléau du terrorisme qui continue hélas à frapper de nombreux pays. Ces derniers jours l'Indonésie, le Burkina Faso, le Pakistan ont été une fois encore touchés. Les tensions au Moyen-Orient s'accroissent dangereusement. Les guerres et les atrocités jettent sur toutes les routes des réfugiés dont beaucoup cherchent en Europe un accueil devenu pourtant de plus en plus difficile. Quant à l'économie mondiale subit des turbulences liées aux incertitudes de la croissance d'un certain nombre de pays émergents et à la chute du cours du pétrole et des matières premières. Enfin, il y a l'Europe qui tout au long de l'année va devoir faire des choix qui décideront sûrement de son avenir.

Alors dans ce contexte la France durant l'année 2016 prendra toutes ses responsabilités, parce que c'est son rôle, parce que c'est son destin. Conduire à faire ce que d'autres ne peuvent pas faire.

La France agira pour la paix et contre le terrorisme.

La France n'est l'ennemie d'aucun peuple. D'aucune religion, d'aucune civilisation. Mais elle a un adversaire et il nous est commun, c'est le terrorisme djihadiste qui se réclame d'un dieu que pour en bafouer le nom et qui ne poursuit d'autre quête que celle de la destruction.

La France a fait partie avec les Etats Unis et d'autres pays des toutes premières nations qui se

La France a fait partie avec les Etats-Unis et d'autres pays des toutes premières nations qui se sont engagées en Irak puis en Syrie contre Daech.

De jour en jour et grâce à nos actions communes, cette armée terroriste s'affaiblit en perdant du terrain, des ressources et des hommes. Mais elle s'en prend avec encore plus de barbarie aux populations civiles et fomenté des attentats. Sa faiblesse est en fait une forme supérieure d'agressivité.

Hier les sept principaux contributeurs de la coalition se sont réunis à Paris autour du ministre de la Défense, Jean-Yves LE DRIAN et a été réaffirmée notre stratégie. Elle passe par la libération des villes de Raqqa en Syrie et de Mossoul en Irak. Parce que c'est là que se situent les centres de commandement de l'Etat islamique.

Une volonté a été réaffirmée d'apporter notre soutien aux forces arabes et kurdes qui combattent Daech au sol. Cela est nécessaire si nous voulons que ces villes puis l'ensemble du territoire syrien, irakien, puissent être libérés.

Le rythme des interventions sera accéléré et la France y prend toute sa part. Le pilotage des actions sera également renforcé. Des réunions régulières se tiendront, d'ailleurs dès le mois prochain à Bruxelles.

Après les actes de guerre qui ont été commis par Daech sur notre sol, en France, le 13 novembre, nos partenaires européens ont répondu à l'appel que j'avais lancé. L'Allemagne a pris des mesures significatives pour appuyer les opérations. Je veux là encore remercier la Chancelière et le Bundestag d'avoir pris cette initiative et cette responsabilité.

Le Royaume-Uni a décidé d'engager des frappes en Syrie et plus seulement en Irak. Je salue aussi les efforts d'autres pays européens. Je ne peux les citer tous, la Belgique, les Pays Bas et d'autres qui ont renforcé leur engagement.

Avec la Russie, j'ai voulu que nous puissions renforcer notre coopération et notre coordination pour agir contre Daech et seulement contre Daech, car c'est notre ennemi. J'ai bien précisé à Vladimir POUTINE que nous devons échanger des informations et nous avons convenu d'aller dans cette direction et faire en sorte que nous puissions atteindre l'organisation terroriste en son cur, sans que nous ayons à mettre en difficulté l'opposition modérée.

La lutte contre le terrorisme, hélas, n'est pas simplement concentrée au Moyen-Orient. Elle frappe l'Afrique depuis longtemps. Nous devons là aussi agir. Les attentats qui ont eu lieu ces dernières semaines à Bamako et Ouagadougou ont montré que la zone du Sahel demeure fragile. Ce qui justifie la présence de la France au travers du dispositif Barkhane pour appuyer les efforts des pays de la région qui doivent être en capacité de contrôler leur territoire.

Il y a eu un accord de paix, sous l'égide de nos amis algériens, qui permet maintenant au Mali le retour à une pleine intégrité. Mais il y a encore du travail à faire nous le savons.

Il y a également cette organisation, Boko Haram, qui frappe les pays autour du Lac Tchad. C'est pourquoi j'avais réuni à Paris en mai 2014 les pays qui étaient confrontés à cette menace terroriste portée par Boko Haram, qui massacre, qui tue, qui enlève des jeunes filles.

Le Nigeria a bien voulu prendre cette année l'initiative de convoquer un nouveau sommet. Je me rendrais donc à Abuja au mois de mai pour une réunion des pays concernés et pour agir là encore en pleine coordination.

Le terrorisme est également installé en Afrique de l'Est, en Somalie. Le terrorisme s'est aussi introduit dans le désordre pour ne pas dire dans le chaos libyen. Il a trouvé là son refuge. C'est pourquoi la décision qui a été prise de constituer un gouvernement d'unité nationale est très importante.

C'est une étape décisive. Si et seulement si le Parlement libyen se réunit au plus vite et fait en sorte que ce gouvernement puisse prendre des décisions.

La France est prête à aider le nouveau gouvernement, pour l'accompagner, former ses cadres et ses forces de sécurité et ainsi restaurer son autorité sur l'ensemble du territoire. C'est l'intérêt de la Libye, c'est l'intérêt des pays africains et c'est aussi l'intérêt de l'Europe. Songeons que c'est de Libye des passeurs font main basse sur un certain nombre de détreffes pour transporter une population vers l'Europe.

Le combat contre le terrorisme nécessite le recours à la force. C'est toujours une décision très

lourde que d'avoir à engager nos forces armées. Je l'ai fait dans certaines circonstances et aujourd'hui elles sont sur de nombreux théâtres. En même temps que nous agissons dans le cadre des Nations Unies pour lutter par la force contre le terrorisme, nous devons chercher inlassablement des solutions politiques.

En Syrie, nous devons faire de l'année 2016 l'année de la transition. L'objectif, c'est un accord de toutes les composantes du peuple syrien. Je rappelle que, et cela n'a pas été facile même si une résolution du Conseil de sécurité le 18 décembre a posé cette exigence : le rassemblement de toutes les composantes du peuple syrien. Nous avons donc la base, le cadre pour agir. Une négociation avec toutes les parties est prévue le 25 janvier. L'opposition modérée, dont j'ai reçu le coordinateur, est prête à s'y engager à des conditions qui sont celles du respect de ce qu'elle représente et aussi de la sécurité des populations civiles qui sont frappées par des bombardements.

Il reste la question de savoir qui gouvernera la Syrie. Elle ne peut pas être évitée mais nous savons bien - les images insupportables des villes assiégées à Madaya l'ont montré notamment -, que Bachar Al-ASSAD ne peut pas être l'avenir de la Syrie. Mais les discussions doivent s'engager et nous devons chercher l'issue. Nous avons besoin de tous les pays de la région et de tous ceux qui pèsent dans la communauté internationale. La France ne veut écarter personne et aucun concours.

Dans quelques jours je recevrai ici, à Paris, le président iranien ROHANI. Ce sera la première visite d'un président iranien en France depuis dix-sept ans. J'avais rencontré le président ROHANI au lendemain de son élection. J'avais été le premier chef d'Etat occidental à le faire, parce que je voulais montrer qu'un temps nouveau pouvait s'ouvrir et qu'il était possible, avec bonne volonté mais aussi grande détermination et lucidité, de conclure un accord sur le nucléaire. Il a été enfin obtenu le 14 juillet 2015. Je remercie d'ailleurs les négociateurs d'avoir eu cette volonté de participer à l'Histoire. Il a fallu dix ans de discussion mais ce qui a compté, ce sont les derniers mois, les derniers jours, les dernières heures de la discussion. Elles ont été difficiles mais un acte majeur a été posé et tout se jouera maintenant sur la mise en œuvre.

Le retour de l'Iran sur la scène internationale est désormais possible, il ne dépend que de ce grand pays de le réussir. Il doit donc en administrer la preuve. La région, je l'ai évoqué, est sous tension très forte et notamment entre l'Iran et l'Arabie Saoudite. Une désescalade est nécessaire, elle est même indispensable. La France est prête à jouer tout son rôle car elle est dans une situation singulière, et c'est ce qu'a toujours voulu la France depuis 2012 : être capable de parler à tous, pour tous. Comme je reçois le président iranien, j'ai aussi la volonté d'avoir les meilleures relations avec les pays du Golfe.

J'ai aussi été en 2015, l'invité d'honneur à Riyad du Conseil de coopération des Etats du Golfe. Nos partenaires peuvent compter sur la France et ils le savent. Nous devons tout faire pour assurer la stabilité de la région. C'est dans cet esprit que je me rendrai prochainement en Egypte, en Jordanie et en Inde. J'évoquerai, outre les dossiers syriens, irakiens et d'autres, la situation au Yémen. Car il est urgent d'avancer vers une solution politique, qui est d'ailleurs acceptée par toutes les parties toujours dans le cadre des résolutions des Nations unies. Le chaos qui règne dans ce pays depuis trop longtemps et qui ne fait guère l'actualité alors même que s'y déroulent des victimes et des massacres est une menace pour toute la région.

De la même façon, j'insisterai pour qu'au Liban puisse être mis un terme à cette vacance institutionnelle qui est infiniment regrettable et qui peut se révéler à terme, dangereuse. Vous savez les liens qui unissent la France au Liban. Là encore, nous aurons besoin de tous les pays de la région : Arabie Saoudite, Iran et d'autres, pour que nous puissions assurer ensemble, la paix, l'unité et l'intégrité de ce pays ami.

Enfin, il y a le conflit israélo-palestinien qui continue de peser dans tout le Moyen-Orient. Il serait naïf et même dangereux de détourner le regard. Chaque jour, nous voyons les risques d'un embrasement. Chaque échéance manquée nous éloigne de la solution des deux Etats qui est pourtant celle que la communauté internationale porte. La France a donc pris l'initiative une fois encore, et c'est Laurent FABIUS qui en avait annoncé la démarche, de mobiliser les acteurs

arabes, les partenaires européens et américains dans le cadre d'un groupe international de soutien et du Conseil de sécurité. Cette proposition est encore sur la table et elle est la seule aujourd'hui qui peut permettre de reprendre le dialogue.

Voilà ce que nous avons à faire, ce que la France a à faire dans ce monde qui est agité de tensions multiples, de conflits trop nombreux. Il y a là encore, ce qui a pu être réalisé en 2015, - j'évoquais l'accord sur le nucléaire iranien - et ce qui n'a pas pu être fait je parlais notamment de la Syrie. Alors nous devons continuer à agir, prendre nos responsabilités.

Et puis il y a cet espoir qui s'est levé à travers l'accord de Paris pour l'avenir de la planète.

J'avais en mémoire, lorsque les chefs d'Etat et de gouvernement étaient réunis en décembre dernier, cette phrase de GANDHI qui disait qu'il fallait nous préoccuper du monde que nous ne verrons pas. C'est ce que nous avons fait lors de la COP21 : essayer de regarder au-delà de nous-mêmes, de nos destins personnels, de nos propres vies et savoir quelles traces nous laissons pour que les générations futures puissent être fières de nous.

C'est un accord que l'on a qualifié d'historique. Il l'est incontestablement puisque c'est le premier et qu'il a réuni tous les Etats du monde. Il est historique parce que nous faisons l'Histoire mais il est aussi historique parce qu'il rend le passage à une nouvelle économie bas-carbone et vers les énergies renouvelables. C'est un changement économique considérable qui va s'engager. Ce succès, nous le devons, je l'ai dit, à la France au sens où elle a pris sa part. Je félicite toute l'équipe qui a entouré Laurent FABIUS, mais ce succès nous le devons à des pays qui se sont résolument engagés : le Pérou avec lequel nous avons travaillé en bonne intelligence, en pleine confiance - je m'y rendrai dans quelques semaines -, l'Inde qui a joué un rôle très constructif, notamment pour faire reconnaître la justice climatique j'irai justement lancer l'alliance solaire dans quelques jours -, les Etats-Unis, la Chine avec laquelle nous avons signé une déclaration qui a préfiguré l'accord final. La Chine poursuivra d'ailleurs avec la présidence du G20 la mobilisation en faveur du climat de tous les pays jusqu'au dernier moment.

Je remercie aussi les chefs d'Etat et de gouvernement que j'ai appelé dans les dernières heures, qui posaient je n'ose pas dire une condition mais une nouvelle proposition. Si un accord a été trouvé, c'est que tous les chefs d'Etat et de gouvernement ont voulu cet accord. Je veux ici les saluer. Enfin, il y a l'ONU et son secrétaire général Ban KI-MOON qui a fait en sorte lors de l'assemblée générale, de plusieurs assemblées générales, de nous mettre en mouvement. Mais, je le disais, il nous reste à traduire l'accord dans les faits.

Je serai donc à New-York le 22 avril pour la signature avec de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement de l'accord de Paris. Car pour que cet accord puisse entrer en vigueur, il faut que 55 Etats, représentant 55 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, le ratifient. Je vous lance donc, à travers vous, cet appel, que vos chefs d'Etat et de gouvernement puissent être présents à New York ou se faire représenter pour signer.

La France n'en a pas terminé, puisque elle est chargée de la présidence de la COP, et elle est associée étroitement au Maroc, qui va accueillir la COP22. Nous veillerons à ce que les engagements pris en matière de financement soient tenus, cent milliards de dollars annuels doivent être réunis après 2020. Le mécanisme de révision des engagements, introduit dans l'accord, est prévu tous les cinq ans. Et c'est ce que nous avons voulu.

La France anticipera, elle s'y soumettra avant 2020 et demandera à l'Union européenne de montrer le même exemple : être capable d'anticiper par rapport à ce que prévoit l'accord. De la même façon, nous multiplierons les actions concrètes avant l'entrée en vigueur de l'accord. J'ai évoqué l'Alliance Solaire avec le Premier ministre MODI, mais également les mécanismes d'alerte précoce pour les pays les plus vulnérables, ils attendent ces mécanismes. Et l'initiative pour les énergies renouvelables pour l'électricité en Afrique. Nous voulons aussi que la dynamique portée par le plan d'action Lima-Paris puisse être traduite rapidement.

La France a changé sa politique de développement pour se mettre justement à la hauteur de l'engagement qui a été pris. Cette réforme est lancée, l'Agence Française de Développement sera intégrée dans le groupe CAISSE DES DEPÔTS, le ministre des Finances, Michel SAPIN, y veille. Ses fonds propres seront triplés. Et nous pourrons ainsi augmenter de 50 % les activités de prêt dans les pays en développement d'ici 2020. La France va augmenter ses actions pour la

de prêt dans les pays en développement d'ici 2020. Le pari est d'augmenter nos actions pour le développement en Afrique pour les porter à 20 milliards d'euros sur cinq ans. Il sera tenu. La France maintiendra également en 2016 sa contribution financière au fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme, la tuberculose et nous resterons le premier soutien à UNITAID. Enfin, j'ai décidé qu'une part des financements innovants, et il y en aura j'espère d'autres avec la taxe sur les transactions financières, puisse être consacrée aux actions de développement dès 2016.

2016 est aussi une année décisive pour l'Europe. D'abord, elle ne doit pas laisser la guerre s'installer dans son voisinage. Nous avons pris, avec la chancelière MERKEL, la responsabilité de trouver une solution au conflit à l'Est de l'Ukraine. La réunion de Minsk, l'an dernier, a tracé la voie. Nous avons pu ainsi, avec les présidents POUTINE et POROCHENKO, décider d'un cessez-le-feu. Des milliers de vies ont été sauvées, mais nous devons aller plus vite et mettre en œuvre l'intégralité de l'accord de Minsk.

Il y a quelques jours, j'ai envoyé une mission commune avec la chancelière MERKEL à Moscou et à Kiev et je constate que des efforts doivent encore être accomplis : du côté ukrainien, pour que la révision constitutionnelle soit votée, c'est la condition pour que Minsk mise en œuvre l'accord du côté russe pour faire pression pour l'organisation d'élections incontestables à l'Est. Il faut aller vers la conclusion : c'est-à-dire le rétablissement de la frontière entre la Russie et l'Ukraine et la levée des sanctions européennes à l'égard de la Russie.

Voilà pourquoi nous devons peser autant qu'il est possible. Et nous sommes prêts, avec la chancelière MERKEL (je m'en suis entretenu avec elle il y a quelques jours) à nous y investir pleinement. Parce que, il ne peut pas y avoir une Europe de paix si, à ses frontières, c'est la guerre. Et l'Europe doit faire face aussi à l'une des plus graves crises humanitaires de ces dernières décennies. C'est tout le continent, et vous l'avez rappelé, Monsieur le nonce, qui est concerné par la question des réfugiés.

L'Europe doit y apporter une réponse conforme à ses principes de solidarité, mais qui doit être fondée sur les règles de Schengen. L'enjeu est de renforcer Schengen, et non pas de l'affaiblir. L'urgence pour l'Europe, c'est de retrouver la maîtrise de ses frontières extérieures. Plusieurs pays comme l'Allemagne, l'Autriche, la Suède, ont fait un effort considérable pour l'accueil. Il ne pourra cependant pas être prolongé ou alors au risque de tensions supplémentaires et avec des conséquences qui peuvent être lourdes.

Les réponses ont été apportées par l'Union européenne alors il faut les mettre en place et c'est trop laborieux. La France assure sa part de l'accueil des réfugiés et je m'y étais engagé. Il y a des relocalisations venant de Grèce et d'Italie, il y a des réinstallations, c'est-à-dire qu'il y a des réfugiés aujourd'hui dans des pays voisins de la Syrie, que nous pouvons accueillir, en fonction des limites que j'ai moi-même posées, dans le cadre du plan européen. Il est vrai que les réinstallations, lorsque ce sont des réfugiés qui viennent des camps qui sont en Jordanie, au Liban ou en Turquie, évitent que les passeurs puissent faire leur sale besogne et évitent des traversées mortelles.

L'enjeu, c'est aussi de réduire les flux migratoires et c'est le sens des « hotspots » qui doivent être renforcés en Grèce, en Italie. Toutes les personnes qui arrivent dans l'espace Schengen doivent être enregistrées et contrôlées. Les vérifications de sécurité doivent être effectuées strictement avec toutes les dispositions que nous avons introduites et tous les dispositifs technologiques. C'est une nécessité absolue, pour éviter les amalgames, les confusions, les surenchères, dont les populistes pourront ou pourraient faire leur miel.

La France fournira tous les moyens possibles pour appuyer les agences européennes. C'est le sens également du projet de corps européen de garde-frontières et je souhaite qu'un accord soit trouvé à la fin du semestre sur ce nouveau dispositif. Parallèlement, il faut aider les pays hors de l'Europe qui accueillent des réfugiés. Je pense à la Turquie, qui doit mettre en œuvre les engagements pris pour lutter contre les filières, mettre fin au trafic et protéger sa frontière. L'Europe doit être capable d'apporter une aide humanitaire aux pays qui accueillent les très grandes majorités des réfugiés. C'est notamment pour la Jordanie, pour le Liban, que nous devons agir. Avec la Chancelière MERKEL, une fois encore, nous prendrons les initiatives

nécessaires pour renforcer le soutien que nous pouvons apporter à ces pays. Mais également travailler avec la Turquie et faire en sorte que la Grèce puisse avoir des moyens renforcés pour faire face à cette question des réfugiés.

La discussion aura lieu lors du prochain Conseil européen, non pas pour inventer de nouvelles procédures, mais pour les mettre en œuvre et veiller à leur respect.

L'Europe doit également prendre sa part à la lutte contre le terrorisme. Chaque Etat doit veiller à la sécurité de son territoire, bien sûr, mais l'Europe doit s'organiser pour que tout mouvement suspect puisse être détecté : contrôles systématiques aux frontières extérieures, moyens nécessaires dans chaque Etat à la lutte contre la fraude documentaire, mise en œuvre du PNR pour les déplacements aériens, coopération entre les services de renseignement. L'avenir de l'Europe se joue là aussi, car si elle n'est pas capable de montrer une capacité à se protéger du terrorisme, elle ne sera pas à la hauteur de la situation que nous rencontrons.

C'est donc sa force qui est en cause, sa capacité à décider dans le respect de ses valeurs, et aussi à se protéger.

Il y aura une autre grande question pour l'avenir de l'Europe, c'est la place du Royaume-Uni dans l'Union puisqu'un référendum doit être organisé. La France souhaite que la Grande-Bretagne reste dans l'Union européenne, c'est l'intérêt de l'Europe et l'intérêt de la Grande-Bretagne. Le gouvernement de David CAMERON a formulé plusieurs demandes, nous les avons regardées, nous les avons même discutées au Conseil européen.

Aucune n'est insurmontable mais des principes doivent être respectés. Ces principes, ce sont ceux qui ont fondé l'Union européenne et notamment la libre circulation. Le mieux serait de trouver un accord dès le Conseil européen des 18 et 19 février. Je serai cependant particulièrement vigilant pour que la zone euro puisse poursuivre son approfondissement, c'est pour moi le point essentiel. Que le Royaume-Uni veuille prendre une voie différente dans l'Union européenne, je peux l'admettre. Mais cela ne doit pas empêcher les pays qui ont décidé d'aller plus loin dans l'intégration, notamment monétaire, de pouvoir le faire, dans le respect des droits de chacun.

Il est alors temps aussi de redonner une perspective à l'Europe tout entière, sinon la tentation du repli national gagnera, avec le risque de dislocation du projet européen. L'année 2016 doit être une année utile pour renforcer les dispositifs de financement et d'investissement dans la zone euro et préserver la confiance dans notre monnaie. Là aussi, des initiatives sont nécessaires. Avec l'Allemagne, nous présenterons de nouvelles propositions avant la fin de l'année. Elles aborderont le cadre politique et démocratique, les institutions, les instruments de solidarité qui seront nécessaires pour assurer la stabilité et la croissance dans la zone euro.

En 2016, la France devra porter avec encore davantage de force son message culturel, parce que c'est la culture, la liberté, la création que les terroristes voulaient atteindre, aussi bien en janvier qu'en novembre dernier. En nous tenant debout, nous avons voulu marquer notre attachement justement à cette idée de culture, de dialogue et c'est ce que nous ferons encore le 27 janvier prochain, lors de la « Nuit des idées » que Laurent FABIUS organise au ministère des Affaires étrangères.

Le terrorisme s'en prend aux êtres humains, mais aussi au patrimoine de l'humanité. A l'UNESCO, le 17 novembre dernier, quatre jours après les actes de guerre, les attentats, j'ai proposé de constituer un fonds de dotation internationale pour restaurer les sites détruits par la barbarie des fanatiques. D'ici la fin de l'année, nous organiserons une réunion internationale associant les ministres de la Culture, les grands musées du Nord et du Sud, les mécènes de tous horizons, pour que nous soyons prêts lorsqu'il s'agira de faire revivre Palmyre ou Alep, comme nous l'avons fait à Tombouctou, de donner les moyens de financement et déjà de préparer les projets de reconstruction.

La vitalité culturelle, le rayonnement de la science, la technologie, la francophonie sont la preuve irréductible qu'il n'y a d'avenir pour l'humanité que dans l'ouverture et le partage. A ceux qui ont pour seule ambition de nous rétrécir, de nous replier derrière des frontières qui ne sont hermétiques qu'en apparence, nous opposons notre volonté de favoriser les mobilités dans tous

les domaines, économiques, touristiques, universitaires, culturels et de promouvoir les échanges de jeunes.

La France était en 2015 la troisième destination mondiale pour l'accueil des étudiants étrangers. Elle a pour ambition de faire encore mieux en 2016 avec l'aide de son réseau culturel et de tous ceux qui contribuent à l'accueil des artistes, des chercheurs et des intellectuels en France. De la même manière, les touristes du monde entier sont les bienvenus ici, en France et leur sécurité sera garantie.

En 2016, la France prendra aussi la présidence du « partenariat pour un gouvernement ouvert ». C'est une organisation qui rassemble 69 pays et plusieurs centaines d'associations, qui agissent pour plus de transparence, de participation, de démocratie et pour une meilleure gouvernance pour lutter contre la corruption et les trafics. Nous organiserons en décembre prochain le Sommet mondial de ce partenariat, non pas que nous voudrions tous les mois de décembre organiser une grande conférence et la réussir, mais si finalement la tradition peut être introduite pourquoi pas. Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs, c'est une année exigeante qui s'annonce. Les conflits ouverts ces dernières années n'ont pas été refermés. Les chocs qu'ils provoquent continuent de produire leurs effets et notamment à travers les populations qui fuient. Les tensions au Moyen-Orient, en Afrique, nous concernent tous. C'est une année exigeante parce que nous la voyons commencer avec des désordres économiques que les marchés ont toujours tendance à amplifier et puis, il y a toujours les risques de catastrophes climatiques.

Nous avons appris ces derniers jours que l'année 2015 avait sans doute été la plus chaude, si l'on se réfère aux statistiques disponibles.

A tout cela s'ajoutent les replis identitaires qui peuvent faire éclater les ensembles continentaux, mais aussi les Etats Nations. Nous devons y veiller.

Il y aussi des facteurs d'espoir, la volonté de dominer les mouvements erratiques des marchés, la capacité de la communauté internationale à nouer des accords, comme ce qui s'est finalement imposé lors de la COP et puis, il y a ce mouvement, inéluctable, irréversible, vers la démocratie et vers la liberté.

La France mettra donc sa diplomatie au service de cette conscience planétaire, car il ne peut pas y avoir d'ordre et de stabilité dans quelque Etat que ce soit dans un monde où les crises et les malheurs ne connaissent plus de frontières. La France prendra donc partout ses responsabilités, en agissant où elle le peut et où elle le doit. Car la vocation de la France, c'est d'être utile au monde. C'est aussi la raison pour laquelle nous faisons tous les efforts nécessaires pour être une économie forte et puissante et que car nous mettons chaque fois nos capacités et nos compétences au service de la planète.

C'est dans cet esprit que je vous adresse en ce début d'année tous mes vux, pour vous, pour vos pays et pour cette passion qui vous anime, qui est de faire en sorte que le monde trouve équilibre, stabilité et paix. Merci.